

Comité Technique Local du 13/03/2018 Compte-rendu

Sous la présidence de M Hugues PERRIN – AGFIP, un Comité Technique Local (CTL) s'est déroulé le 13/03/2018 avec pour ordre du jour :

- Adoption du règlement intérieur du CTL suite à la publication de la circulaire du 05/12/2017 (pour avis) ;
- Aménagement des jours d'ouverture au public au CFP de Pont-l'Évêque, (pour avis);
- Séparation de la gestion de la Cellule accueil du CFP de Caen-Délicrande du SIP de Caen-Ouest, (pour avis);
- Organisation de l'accueil au CFP de Caen-Délicrande, (pour information);
- Point d'information sur les travaux immobiliers (Honfleur, Lisieux, Caen-Délicrande);
- Prélèvement à la source : plan de communication et de formation de la DDFIP, (pour information);
- Questions diverses.

Avant de rentrer dans les débats, les représentants de Solidaires Finances Publiques Calvados ont fait la lecture d'une déclaration liminaire (Voir ci-après) abordant le démantèlement programmé et voulu de la Fonction publique et de la DGFIP suite aux annonces du Premier Ministre le 1^{er} Février 2018.

En réponse, M Hugues PERRIN – AGFIP nous a indiqué ne pas être opposé aux rémunérations individualisées pour les employés supérieurs alors que pour les autres agents cette mesure serait inadéquate. Après échanges et argumentaire des élus de Solidaires Finances Publiques, M Hugues PERRIN a reconnu être un partisan d'une Fonction Publique de carrière comme actuellement, car elle permet aux agents de rester neutres face au pouvoir politique. Plus d'une heure d'échanges vifs, pour avoir cette déclaration de la part de directeur.

Nouveau règlement intérieur du CTL – Pour Avis

Lors du CTL du 5/03/2018, la direction, s'appuyant sur une simple note, avait présenté une modification du précédent règlement intérieur rendant caduque le précédent règlement institué par une circulaire.

Seuls les élus de Solidaires de Finances Publiques avaient dénoncé cette pratique indiquant qu'une note ne pouvait pas annuler les termes d'une circulaire. En résumé, au-delà de la question de fond, nous avons contesté la forme.

Malgré cela, la Direction était passée en force.

Menacée d'un recours devant le Tribunal administratif, la Centrale a publié une circulaire en date du 5/12/2017 modifiant le règlement intérieur.

La Direction nous a présenté cette modification de règlement intérieur cette fois-ci, en respectant la forme.

Les élus de Solidaires de Finances Publiques ont voté CONTRE cette modification car sur le fond ce nouveau règlement supprime des droits syndicaux et des remboursements de frais pour les suppléants ainsi que les experts éventuellement convoqués.

Aménagement des jours d'ouverture au public au CFP de Pont-l'Evêque - Pour avis

Comme indiqué par la Direction au regard du manque de moyens humains dans les services composant le Centre des Finances Publiques de Pont l'Evêque, une journée supplémentaire de fermeture de l'ensemble des services a été proposé. Concernant l'accueil téléphonique, il est laissé toute latitude au chef de service et des agents du site de répondre ou pas aux appels téléphoniques durant ces deux jours de fermeture.

Tout en comprenant qu'une journée supplémentaire de fermeture permettra aux agents d'avoir du temps et une certaine sérénité pour tenter d'assurer leurs missions, les élus de Solidaires Finances Publiques ont voté « CONTRE » car une journée supplémentaire de fermeture supplémentaire c'est une journée de moins de service public justifiée encore et toujours par le manque de moyen humain. Si l'accueil du public disparaît, qu'est-ce qui justifiera le maintien d'un centre des finances publiques de proximité sur cette résidence.

A ce propos, M Hugues PERRIN a renouvelé sa volonté de ne pas fermer le site de Pont l'Evêque tout en indiquant que ce site a toujours été très fragile. L'information des élus locaux et des médias sur la fermeture imminente du site de Pont l'Evêque par une autre organisation syndicale que la nôtre était irresponsable. Non fondée, résultant d'une interprétation personnelle et précipitée, elle a eu pour effet de déclencher un vent de panique chez les collègues. Le climat au sein de la DGFIP est assez anxiogène pour ne pas en rajouter ceci à des fins électoralistes. D'autant qu'une telle attitude ne peut que, à terme, décrédibiliser le discours de l'ensemble des OS.

Séparation de la gestion de la Cellule accueil du CFP de Caen-Délicrande du SIP de Caen-Ouest – Pour avis

La Direction a, enfin décidé de séparer le service de l'accueil de CAEN-Délicrande et le SIP CAEN-Ouest liés fonctionnellement depuis 2009.

Solidaires Finances Publiques Calvados, depuis la création du service de l'accueil sur le site de Délicrande n'a eu de cesse de revendiquer qu'il soit indépendant enlevant ainsi toute ingérence dans l'organisation spécifique de ce service. Dorénavant, l'inspectrice divisionnaire chef du service accueil ainsi que des services communs a toute latitude fonctionnelle et organisationnelle de son service.

Solidaires Finances Publiques a voté « POUR ».

Point d'information sur les travaux immobiliers (Honfleur, Lisieux, Caen-Délicrande);

La direction a présenté les plans et les travaux effectués à la Trésorerie d'HONFLEUR ainsi que ceux envisagés sur les sites de Lisieux et de CAEN-Délicrande.

CFP de HONFLEUR

Au vu des plans et des remontées des agents de ce site, les élus de Solidaires de Finances Publiques ont :

- interpellé sur la situation de l'agent devant accueillir les usagers au sein du service, alors que son siège se trouverait au vu des plans en plein milieu du couloir !!! La Direction nous a indiqué qu'elle étudierait la situation ;

- dénoncé la volonté de la Direction de faire que la trésorerie de HONFLEUR soit une trésorerie sans numéraire. Le fait avancé par la Direction de dire que le plancher ou le sol ne peuvent supporter la mise d'un coffre-fort n'est pas acceptable. Cet élément connu bien avant par la Direction ne peut être retenu sauf à dire que depuis le départ la Direction voulait un service sans numéraire alors que cette trésorerie gère de nombreuses régies comme les parkings .

CFP Lisieux Place du huit mai

La Direction a présenté les travaux immobiliers devant se réaliser sur le site du CFP de Lisieux – Place du huit mai, travaux attendus depuis des dizaines d'années et qui vont se réaliser sur 2018/2019.

Après défense et motivations présentées conjointement en CTL et en CHS-CT, ces travaux ne seront pas réalisés en « zone occupé » comme initialement envisagé. Les agents seront temporairement, durant tous les travaux, dans un autre immeuble lexovien. Se pose tout de même les questions :

- du déménagement des agents qui devrait se dérouler sur une partie de la période consacrée à l'émission accélérée, avec préparation sur la période de la campagne ;
- des plans et de la distribution des espaces pour les services avec des « *open spaces* » avec 18 agents » (SIP), des cloisons demandées et non encore enregistrées sur les plans (SIE) , et des espaces de travail (Trésorerie et Accueil). Les élus de Solidaires Finances Publiques ont fait remonter les demandes des agents et la Direction s'est engagée à les étudier.

Après étude des plans et après échanges avec l'Administration, il semble que la trésorerie de LISIEUX INTERCOM devrait intégrer le site de la Place du Huit à l'issue des travaux. Et pourtant à la lecture des plans, on dirait bien que les espaces pour accueillir les services de la trésorerie de LIVAROT n'ont pas été prévus !!!

CFP CAEN-Délivrande

L'arrivée de la trésorerie de CAEN-CHU au 4ème trimestre 2018, plutôt en 2019 au vu du retard déjà accumulé ainsi que les réorganisations prévues en 2019 avec la fusion des 2 SIE et des 2 SIP de CAEN-Nord et de CAEN-Est engendrent des travaux de grande importance sur le site.

Alors que le coût des travaux initialement envisagés par la Direction devait s'élever au plus à 40 000 €, ceux-ci devraient s'élever à ce jour à au moins 400 000 € !!! Ce surcoût serait dû principalement à la découverte d'amiante dans le sol du rez-de-chaussée (Partie actuellement occupée par le PCRCP mais également dans les étages supérieurs).

Les élus de Solidaires Finances Publiques ont signifié leur étonnement au vu de ces révélations, car en 2005 lors des travaux de très grande ampleur du site (Réfection totale de l'ensemble du bâtiment avec extension pour créer l'espace accueil) aucune des études, et autres diagnostics n'avait révélé la présence de ce matériau dangereux. Comme quoi la vérité d'un jour n'est pas celle du lendemain !!!

Concernant l'arrivée des collègues de la trésorerie de CAEN-CHU dans les locaux, la date est disons ... très floue car le planning n'est pas encore vraiment décidé, les appels d'offres ne sont pas lancés et surtout le financement n'est pas assuré. Comme quoi vouloir réformer, c'est aussi prévoir l'aspect budgétaire, pas très sérieux pour une administration financière, n'est-il pas ?

Prélèvement à la source - plan de communication et de formation de la DDFIP, (pour information)

Le PAS ! L'impôt moderne comme le disent nos gouvernants ! Le grand projet de notre administration. Après avoir dénoncé une nouvelle fois (et on continuera en interne et en externe à le faire) l'externalisation de cette mission « régaliennne » qu'est le recouvrement de l'impôt, Les élus de Solidaires Finances Publiques ont découvert le « plan COM » de la Direction :

- Réunions publiques dans certaines mairies (Commune de CAEN et de CAEN-la-Mer), Bayeux, Vire, Lisieux, Pont l'Evêque et Trouville/Deauville
- information faite **personnellement** par M Hugues PERRIN – AGFIP aux usagers venant sur CAEN-Délivrande lors de la campagne d'information,
- et enfin une formation proposée aux « *volontaires parmi les agents DDFIP récemment retraités ou les adhérents ATSCAF qui bénéficieront de cette même formation afin d'être en mesure d'aider leur entourage, leurs relations, leurs proches dans les démarches liées au PAS et plus globalement les démarches en ligne de la DGFIP* ».

Solidaires Finances Publiques Calvados a fait part de son scepticisme concernant les moyens et l'efficacité des moyens déployés.

Questions diverses

Les élus de Solidaires de Finances Publiques Calvados ont demandé et obtenu une demi-journée d'autorisation d'absence pour les agents et la fermeture du CFP de LIVAROT le 00/04/2018 en raison de la course cycliste « PARIS-CAMEMBERT » entraînant la neutralisation de la ville toute l'après midi (de 12H à 18H)

Début de la séance : 9H00

Fin des travaux : 17H30

Les élus de Solidaires Finances Publiques Calvados ayant siégés : Brigide GUYON (EDR-GP), Jean-Christophe CAMAX (SIE Falaise), Christophe CUSSET (PCR Caen), Christine CAILLEBOTTE (PCR Caen) et Nadine GAUTIER (CDIF Caen).

Déclaration liminaire lue en séance >>> **PAGE SUIVANTE**

Déclaration liminaire
CTL du 13/03/2018

Monsieur le Président,

Depuis des années, une lourde tendance destructrice s'abat dans la Fonction Publique mise sous tension permanente. Sous couvert d'économies budgétaires, pour partie discutables, les réorganisations se multiplient, l'exercice des missions est en danger.

A la DGFIP, nous sommes particulièrement visés par les suppressions d'emplois et d'incessantes restructurations. Chacun-e le constate, les conditions de travail ne cessent de se dégrader, les difficultés s'amplifient sur le contenu même du service public rendu aux usagers.

L'actuel Gouvernement a clairement annoncé une accélération de ces tendances sous couvert de « réorientation de l'Action Publique ».

Les annonces « RH » ont fixé le cap : plans de départs « volontaires » de fonctionnaires, recrutements de contractuels de droit privé dans les 3 Fonctions Publiques, rémunération au mérite, mobilité forcée. En matière de contenu des missions, CAP 22 sera rendu public dans quelques semaines puis un Comité Interministériel tracera la « feuille de route » à décliner dans tous les services publics, avec effet dès le prochain Projet de Loi de Finances.

Pour supprimer 50 000 emplois de Fonctionnaires d'État en 4 ans, comme le Président Macron s'y est engagé, les pistes reposent sur une accélération des restructurations (régionalisation, départementalisation des missions,...) mais aussi des abandons de missions (par exemple la suppression du principe de la séparation ordonnateur/comptable est explicitement assumée) et enfin des services publics dont la gestion reposera sur la « modernisation numérique ».

La DGFIP est clairement citée par le Gouvernement comme l'administration cible qui devra supporter un « gros effort ». Pour notre part, nous pensons que le gouvernement veut tout simplement casser notre administration, sans préoccupation aucune des agents qui la font vivre, des missions au service des usagers particuliers, professionnels et collectivités locales. C'est tout, sauf un hasard, que l'attaque majeure porte sur la DGFIP, administration de contrôle, comme la DGCCRF, l'Inspection du Travail ou la Douane. C'est tout, sauf un hasard, si c'est la DGFIP, administration de gestion, de contrôle fiscal et de contrôle des Collectivités Locales à qui « les bébés vont être refileés » réduisant d'autant le déficit de l'État central.

Solidaires Finances Publiques Calvados n'a de cesse de mettre en débat, avec les agents, ce mécano infernal en cours et de construire des interpellations collectives. Aujourd'hui, il faut aller plus loin et se serrer les coudes collectivement. Nous ne voulons pas vivre des reculs terribles qui conduiraient à un abandon clair et net de ce qui est au cœur du modèle social Républicain avec une Fonction Publique au service de toutes les populations sur tous les territoires.

Avec la quasi-totalité des organisations syndicales de fonctionnaires réunies dans l'unité, nous appelons tous les agents à faire bloc.

Alors « CAP sur le 22 Mars » en appelant tous les agents de la DGFIP à être en grève.